

# 7 femmes engagées à Madagascar





### **Illustrations**

Johanna Medvey

### **Rédaction**

**SANGO**

Jamina Canicave

Camille Groelly

### **Coordination et relecture**

Olga Bautista Cosa

Lola Ramón Bruquetas

### **Mise en page**

Francesca Herimihamina

2024



**Financé par  
l'Union européenne**

Cette publication a été produite par le consortium mené par GOPA-PACE avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité du consortium mené par GOPA-PACE et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne.

# Sommaire

---

- 4 **Introduction**
- 9 **Mbolatiana RAVELOARIMISA**
- 11 **Gaëlle BORGIA**
- 13 **Felana RAJAONARIVELO**
- 15 **Marie Christina KOLO**
- 17 **Kemba RANAVELA**
- 19 **Jay RALITERA**
- 21 **Lova RANDRIATAVY**
- 23 **Débat**
  - 24 À quel quotidien les femmes malagasy sont-elles confrontées ?
  - 25 Quels sont les défis au niveau institutionnel pour continuer de faire avancer les droits des femmes à Madagascar ?
  - 25 Quel rôle les hommes peuvent-ils jouer dans le combat féministe ?
  - 26 Qu'est-ce qu'être féministe à Madagascar ?
  - 28 Quelles sont les actions urgentes à mettre en place pour faire avancer l'équité des genres à Madagascar ?
  - 29 Quels sont vos souhaits pour les prochains mois ?

# Introduction



## Faire bouger les lignes pour un meilleur respect des droits des femmes et des filles à Madagascar

La situation des femmes à Madagascar est confrontée à plusieurs défis, malgré les efforts déployés depuis des décennies. Un récent rapport de la Banque mondiale<sup>1</sup> souligne que les femmes et les filles n'ont pas accès aux mêmes opportunités que les hommes et les garçons, et sont touchées de manière disproportionnée par les effets du changement climatique et de la pandémie de COVID-19, ce qui augmente leur vulnérabilité face à la pauvreté, à la violence et à la discrimination. Quelques aspects-clés révèlent l'ampleur des défis à relever.

En matière d'éducation, même si des progrès ont été réalisés, des disparités subsistent dans l'accès des filles à l'éducation, notamment dans les zones rurales. Même si l'accès à l'éducation est un défi pour tous à Madagascar, les filles sont confrontées à des obstacles supplémentaires qui leur sont propres. Une proportion importante de femmes adultes (âgées de 15 à 49 ans) est analphabète, le chiffre atteignant 55,8 % dans la région du Menabe, contre 26,9 % chez les hommes. Les filles sont plus susceptibles d'abandonner l'école en raison de facteurs tels que le mariage précoce - 38,8 % des femmes malgaches âgées de 20 à 24 ans auraient été mariées pour la première fois avant 18 ans -, la grossesse ou les responsabilités ménagères. A ce propos, il est important de souligner que les attentes de la société réduisent souvent le rôle des femmes aux responsabilités domestiques et amoindrissent leurs chances d'accéder à une scolarité – même de base, et d'avoir des ambitions professionnelles.

<sup>1</sup> Banque mondiale, *Libérer le potentiel des femmes et des adolescentes - Défis et opportunités pour une plus grande autonomisation des femmes et des adolescentes à Madagascar*, 2023

La prévalence de la corruption sexuelle dans les milieux éducatifs et dans l'enseignement supérieur est également inquiétant et constitue un frein au développement des filles malgaches. Les études menées par Transparency International – Initiative Madagascar (TI-MG) sur le sujet en 2021 et 2022 dans cinq régions de Madagascar<sup>2</sup> montrent que 62% des personnes interrogées reconnaissent l'existence de la corruption sexuelle dans ces milieux, avec des proportions élevées dans la région DIANA. Les investigations menées par le réseau MALINA ont révélé des témoignages poignants dans la région Atsimo Andrefana<sup>3</sup> : des adolescentes obligées de quitter le collège pour fuir les pressions de leurs professeurs, des étudiantes contraintes d'offrir des faveurs sexuelles en contrepartie de meilleures notes aux examens ou de l'accès aux sujets d'examens, etc. L'omerta constitue le point commun de ces cas : la peur des représailles, la honte et la pression sociale dissuadent les victimes de porter plainte.

En termes de santé, Madagascar connaît des taux de mortalité maternelle élevés, en grande partie dus à un accès limité aux services et établissements de santé. Seulement 45,8% des accouchements seraient ainsi assistés par des professionnels. L'accès aux services de santé reproductive et à la planification familiale reste un défi, ayant un impact sur la santé et le bien-être des femmes. Les avortements clandestins font des ravages et l'encadrement juridique de l'interruption thérapeutique de la grossesse se heurte à un refus catégorique du Parlement. La maternité précoce, résultant en partie de grossesses non désirées, fragilise cette population. 31,1 % des filles âgées de 15 à 19 ans ont déjà enfanté, ce qui a un impact négatif sur leur éducation, leur santé et leurs possibilités d'emploi, et les rendent – ainsi que leur progéniture – plus vulnérables à la pauvreté.

Sur le plan économique, les femmes sont souvent confrontées à des opportunités limitées et sont plus susceptibles d'être engagées dans un travail informel ou à faible salaire. Cette situation résulte notamment d'un manque d'investissement dans le capital humain. Seulement 71,3 % des femmes malgaches sont susceptibles de participer au marché du travail, contre 82,4 % d'hommes. 14 % des femmes actives, contre 5 % des hommes, sont des travailleurs familiaux ; tandis que 24 % de femmes actives travaillent comme salariées, contre 35% d'hommes. Les disparités salariales persistent entre hommes et femmes et se situe à 28,9 points de pourcentage en faveur des hommes.

La violence liée au genre au sein du couple, y compris les abus physiques, sexuels et psychologiques, est répandue à Madagascar. De nombreux cas de violence domestique ne sont pas signalés en raison de la peur, de la stigmatisation ou du manque d'accès aux services de soutien. Les victimes sont souvent confrontées à des obstacles pour accéder aux services de soutien, notamment à l'aide juridique, aux refuges et aux conseils. Les statistiques fiables sur la violence domestique sont limitées, mais les études suggèrent des taux élevés de violence contre les femmes et les filles. 41% des femmes en couple auraient subi au moins une forme de violence, les normes culturelles tolérant ou normalisant parfois un tel comportement. Les normes culturelles, le stress économique induit par la pauvreté et l'insécurité financière au sein des ménages, et l'abus de substances, en particulier d'alcool, exacerbent les risques de violence. Des efforts sont en cours pour améliorer la protection juridique des femmes et des filles, notamment des lois traitant de la violence sexiste, mais leur portée et leur application restent limitées et problématiques.

Sur un autre plan, la représentation des femmes dans les rôles politiques et décisionnels reste faible. Les femmes ne détiennent actuellement qu'environ 23% des sièges à l'Assemblée nationale. Il y a peu de femmes leaders de partis politiques et la représentation des femmes aux postes du gouvernement local reste généralement faible. Plusieurs facteurs influencent la participation politique des femmes : les facteurs socioculturels, le manque de ressources, ainsi que la violence et l'intimidation basées sur le genre qui peuvent les dissuader à s'engager en politique.

2 Transparency International – Initiative Madagascar, *La corruption sexuelle en milieu scolaire et universitaire à Madagascar, 2021-2022*

3 MALINA et TI-MG, 2022, <https://www.youtube.com/watch?v=pKtwT1nzTro&t=79s>

## L'importance de la société civile dans la lutte féministe

Les organisations de la société civile (OSC) jouent un rôle crucial dans l'amélioration de la condition des femmes et des filles à Madagascar à travers une série d'interventions et d'initiatives. Elles plaident en faveur de politiques et de réformes juridiques sensibles au genre pour protéger les droits des femmes et promouvoir l'égalité des sexes. Elles mènent également des campagnes de conscientisation pour remettre en question les normes de genre néfastes et sensibiliser le public aux questions liées aux droits des femmes, et mettent en œuvre des projets de base qui répondent aux besoins spécifiques des femmes et des filles dans des contextes locaux.

Certaines OSC fournissent des services de santé reproductive, notamment la planification familiale, les soins maternels et la prévention du VIH/SIDA, au profit des femmes et des filles, tandis que d'autres offrent une aide et un soutien juridiques aux femmes confrontées à des violences basées sur le genre, les aidant ainsi à accéder à la justice et à la protection. D'autres OSC spécialisées proposent des programmes de formation pour améliorer les compétences économiques des femmes et leur permettre de participer au marché du travail. Des programmes spécifiques promeuvent le leadership des femmes à travers des programmes de formation et de mentorat, favorisant leur participation aux processus de prise de décision. La société civile joue aussi un rôle essentiel pour engager les communautés dans un dialogue et une action collective pour lutter contre les pratiques néfastes telles que le mariage précoce. De même, l'engagement des OSC dans la recherche et la collecte de données sur les problèmes des femmes est crucial pour éclairer les programmes fondés sur des données probantes et le plaidoyer politique.

Etant donné que les OSC sont souvent confrontées à des défis financiers et de capacité qui limitent la portée et la durabilité de leurs actions, il est important de renforcer leur capacité institutionnelle et d'assurer la pérennisation à long terme des programmes.

Leur approche multiforme, combinant plaidoyer, prestation de services, autonomisation et engagement communautaire, suivi et évaluation des politiques et programmes liés au genre, contribue de manière significative à faire progresser l'égalité des genres et à améliorer la vie des femmes et des filles à travers le pays.

## Agir ensemble pour mettre en œuvre des solutions ciblées et efficaces

Pour améliorer durablement la situation des femmes et des filles à Madagascar, en capitalisant sur les efforts déployés par des pionnières telles que Gisèle Rabesahala<sup>4</sup>, Mireille Rabenoro<sup>5</sup>, Faraniaina Ramarosaona<sup>6</sup>, Madeleine Ramaholimihaso<sup>7</sup>, Lily Razafimbelo<sup>8</sup> et bien d'autres, il est primordial que toutes les parties prenantes se donnent la main dans une démarche concertée et engagée.

---

4 Gisèle Rabesahala (1929-2011), première femme malgache élue conseillère municipale en 1956. Ministre de l'Art révolutionnaire et de la Culture de 1977 à 1991.

5 Mireille Rabenoro (1953-2021), agrégée d'anglais, maître de conférences à l'Université d'Antananarivo, membre de l'Académie malgache, militante féministe, figure de proue du mouvement pour la dépénalisation de l'avortement, ancienne Présidente de la Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme (CNIDH) de Madagascar.

6 Faraniaina Emilia Razaivelo Ramarosaona est une pièce maîtresse de la société civile malgache engagée dans la lutte contre la corruption (LCC). Fondatrice de l'OPTA (Olompirenena Tompon'andraikitra ou Citoyens Responsables) et de l'ONG Hitsy, coordonnatrice de la branche LCC du mouvement Rohy, elle anime aussi le réseau citoyen d'information Civicinfos.

7 Madeleine Ramaholimihaso, première femme nommée Grande Chancelière de l'Ordre National Malgache (2019). Expert-comptable de formation, elle a créé son propre cabinet (CABRAM) en 1963, et est élue Présidente de l'Ordre des Experts-comptables de Madagascar en 1979. Fondatrice de la Fédération internationale des Experts comptables Francophones (FIDEF) en 1981, présidente de l'Action Catholique des Milieux indépendants malgaches (1965-2007), membre du Conseil Pontifical pour les Laïcs (1977-2008), elle est aussi la fondatrice du KMF-CNOE (Comité national d'Observation des Elections) et en a été la Secrétaire générale de 1989 à 2002. Membre fondateur du SeFaFi (Observatoire de la vie publique de Madagascar), elle a aussi présidé l'APEM (Association pour la Promotion de l'Entreprise à Madagascar), fondée en 1987.

8 Marcelline Razafimbelo, chercheure-enseignante de formation, historienne et spécialiste de l'information documentaire, membre du Collectif des citoyens et des organisations citoyennes (CCOC), militante des droits des femmes à Madagascar, auteure de nombreux écrits sur l'espace politique et le genre dans le pays.

Des initiatives visant à améliorer les compétences en leadership et les capacités politiques des femmes sont mises en œuvre par les OSC et les partenaires internationaux, et des campagnes de sensibilisation à l'importance de la participation politique des femmes sont en cours, mais le défi reste colossal. Il est essentiel de lutter contre les pratiques discriminatoires et les stéréotypes qui entravent l'engagement politique des femmes. Il est également impératif d'élaborer des politiques qui facilitent l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée et soutiennent les femmes occupant des postes politiques.

Divers programmes sont mis en œuvre, visant à autonomiser économiquement les femmes, à améliorer l'accès à l'éducation et aux soins de santé et à lutter contre la violence sexiste ; tout comme des campagnes de plaidoyer et de sensibilisation tendant à changer les attitudes culturelles et à promouvoir l'égalité des genres. Même si des progrès ont été réalisés à ces niveaux, il faut redoubler d'efforts pour améliorer davantage la situation des femmes et des filles à Madagascar. Au-delà de la lutte directe contre les écarts identifiés entre les genres, il est impératif de réformer les normes sociales patriarcales, d'améliorer l'accès aux services de base, de réduire la vulnérabilité aux chocs et au changement climatique, ainsi que de combler le manque de capital économique et social chez les plus vulnérables.

Les efforts visant à lutter contre la violence liée au genre à Madagascar nécessitent une approche à multiples facettes, impliquant des réformes juridiques, l'engagement communautaire et des services de soutien aux survivants. La corruption sexuelle doit impérativement être reconnue comme un crime, et ses auteurs poursuivis et sanctionnés. Un plaidoyer et un investissement continus en faveur de l'autonomisation des femmes et du changement des attitudes sociétales sont nécessaires pour réduire les taux de violence liée au genre. Enfin, l'amélioration de la collecte de données et de la recherche est essentielle pour comprendre l'ampleur des problèmes liés aux droits des femmes et concevoir des interventions ciblées.

La société malgache, comme beaucoup d'autres, est façonnée par des normes patriarcales qui influencent les rôles et les attentes en matière de genre. Le féminisme à Madagascar implique souvent de remettre en question et de renégocier ces rôles, dans le but d'accroître la prise de conscience et de changer les attitudes envers l'égalité des sexes. Je salue le courage et l'engagement de toutes les femmes mises en avant dans ce livret, ainsi que de leurs alliés et partenaires. Chacune à leur façon, et contre vents et marées, elles font avancer la cause féministe. Qu'elles trouvent à travers ces quelques mots la profondeur de ma reconnaissance. Je salue également la résistance de toutes les héroïnes anonymes qui se battent dans l'ombre pour faire bouger les lignes à Madagascar. L'espoir est permis, à condition de redoubler d'efforts ! Ensemble, nous y arriverons, car nous méritons mieux !

En toute solidarité,

**Dr Ketakandriana Rafitoson,**

Directrice exécutive de Publish What You Pay (PWYP)

Membre de Transparency International – Initiative Madagascar

Vice-présidente mondiale du mouvement

Transparency International

Correspondante de l'Académie Malgache, Section des Sciences Morales et Politiques



LYCEENNES  
CONTRE LA  
SOCIETE  
PATRIARCALE

MON CORPS  
MON CHOIX



NOUS  
VULONS  
ENFANTS  
ESIRES

AVORTEMENT  
UN DROIT

# Mbolatiana RAVELOARIMISA

## Qui est-elle ?

Mbolatiana Raveloarimisa est une figure de proue du développement à Madagascar. Titulaire de deux masters, en Géographie et en Droits de l'Homme, elle est experte dans la mobilisation de ressources, la coopération au développement, et le soutien aux organisations. Elle est très active dans le mouvement [Nifin'Akanga](#)<sup>9</sup>, et lutte pour les droits humains et la santé sexuelle et reproductive.

*“Je suis de celles qui croient que chacun de nous à notre petit niveau peut changer des choses, de petites choses, et que, tous ensemble, nous pouvons changer l'histoire.”*

## Ses combats

Mbolatiana se dédie à la défense des droits des personnes en situation de handicap, notamment celles et ceux atteint-e-s d'autisme, à travers son association Autisme Madagascar.

Elle est aussi une voix forte pour les droits sexuels et reproductifs, incluant la promotion de l'accès à l'avortement sécurisé. «Le combat pour l'ITG (Interruption Thérapeutique de Grossesse) n'est pas juste une question de santé, c'est une lutte pour la dignité et l'autonomie des femmes,» affirme-t-elle. Son rôle dans la fondation de Nifin'Akanga a été déterminant pour porter cette question cruciale sur la scène publique, cherchant à faire avancer le cadre légal malgache pour qu'il inclue les recommandations du Protocole de Maputo<sup>10</sup> en ce qui concerne l'accès à l'avortement thérapeutique sécurisé des femmes.

## Si Mbolatiana avait un super pouvoir

Elle mettrait dans la tête de chaque malagasy le sacro-saint droit au choix, ou droit à la vie. Elle donnerait le courage à chaque femme malagasy de se soulever et de faire la révolution pour enfin avoir des droits universels.

## Le 8 mars et elle

Le 8 mars, ce n'est pas un jour de fête. C'est une journée pour se battre pour les droits des femmes malagasy, une journée pour remercier celles et ceux qui étaient avant nous, ces hommes et ces femmes qui ont lutté pour qu'on puisse actuellement parler assez ouvertement, par exemple, de l'avortement. C'est aussi une journée pour lever, aider nos enfants, nos petites sœurs et petits frères, pour qu'ils puissent se projeter et reprendre le flambeau.

## En trois mots

**INCLUSION** - Pour son engagement dans la défense des personnes en situation de handicap.

**DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS** - Pour sa voix forte en faveur de l'accès à l'avortement sécurisé, l'accès à l'éducation complète à la sexualité, le droit à une vie libre de violence.

**CHANGEMENT** - Parce qu'elle est convaincue que les actions individuelles peuvent conduire à un changement collectif.

“  
*Madagascar ne peut aspirer à un vrai changement, à un vrai développement si plus de la moitié de la population malagasy, ça veut dire les femmes et les filles, ne peut pas jouir pleinement de ses droits.*

9 [Nifin'Akanga](https://www.nifinakanga.org/) est un mouvement participative féministe qui lutte contre toutes les formes de violence faites aux femmes, en s'attaquant pour commencer à la légalisation de l'Interruption de Grossesse. <https://www.nifinakanga.org/>

10 Le Protocole de Maputo à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (Protocole de Maputo) est un [protocole international](#) de l'[Union africaine](#), amenant les États signataires à garantir les [droits des femmes](#), y compris le droit de participer au processus politique, l'égalité sociale et politique avec les hommes, et assurer une [autonomie](#) améliorée dans leurs décisions en matière de santé et la fin des [mutilations génitales féminines](#). En matière de santé, il s'agit d'un document qui ouvre la porte à l'intégration de l'avortement sécurisé dans les systèmes de santé. Il a été approuvé en 2003 et signé par Madagascar la même année, mais il n'est pas encore ratifié ni intégré dans le cadre légal malgache, à cause de son article 14 qui oblige les états à reconnaître et à mettre en place des ITG sécurisées.



# Gaëlle BORGIA

## Qui est-elle ?

Journaliste indépendante malagasy, Gaëlle Borgia se distingue par son courage et son intégrité journalistique. Elle s'est illustrée par ses reportages poignants et révélateurs des enjeux politiques et sociaux de Madagascar. Lauréate du prestigieux [Prix Pulitzer](#)<sup>11</sup> en 2020, elle est internationalement reconnue pour ses enquêtes. Elle collabore avec des médias renommés par le biais de sa société de production audiovisuelle, [Tanala Productions](#)<sup>12</sup>, fondée en 2018.

## Ses combats

Gaëlle s'est engagée à dévoiler les manipulations politiques, les crises qui touchent le pays et le quotidien des femmes malagasy. Elle s'emploie à révéler les injustices sociales envers les femmes, à mettre en lumière les difficultés et les inégalités profondes qu'elles rencontrent, en particulier dans des secteurs précaires comme l'agriculture. **«Je veux montrer que les plus grands fléaux qui touchent Madagascar, touchent principalement des femmes. Je parle de grossesse précoce, je parle de mariage forcé, je parle des mères célibataires...»**

Elle inspire et aide également ses consoeurs journalistes : "En tant que journaliste, on doit s'imposer dans un milieu d'hommes, ça n'est pas facile. Je travaille régulièrement avec des journalistes malagasy femmes, quand je les encourage à prendre la caméra ou à conduire par exemple, je vois qu'il y a des blocages, que ce n'est pas naturel ou évident."

## Si Gaëlle avait un super pouvoir

Gaëlle voudrait créer un ministère de l'émancipation des femmes pour transformer le soutien politique et économique des femmes à Madagascar, par exemple, en donnant un accès gratuit aux serviettes hygiéniques aux plus vulnérables ou en subventionnant les associations de femmes rurales pour renforcer leur autonomie et leur voix dans la société.

## Le 8 mars et elle

"Pour moi, il devrait y avoir des 8 mars tous les jours en fait. La lutte pour les droits des femmes, c'est non seulement vital mais en plus urgent. Pourquoi ? Parce que la majorité des femmes à Madagascar est extrêmement vulnérable."

## En trois mots

**INTÉGRITÉ** - Pour son journalisme courageux et honnête qui a été reconnu internationalement.

**ÉMANCIPATION** - Pour son désir de transformer le soutien politique et économique envers les femmes malagasy.

**VISIBILITÉ** - Pour son engagement à exposer les injustices sociales qui touchent principalement les femmes.

— “ —  
*Les femmes me disent : “nous sommes aussi capables, nous sommes aussi intelligentes que les hommes. Et tout ce que nous voulons, c'est nous émanciper de la tutelle financière de nos maris.”*

<sup>11</sup> <https://lexpress.mg/06/05/2020/medias-gaëlle-borgia-decroche-le-prix-pulitzer/>

<sup>12</sup> [https://web.facebook.com/tanalaprod/?locale=fr\\_FR&\\_rdc=1&\\_rdr](https://web.facebook.com/tanalaprod/?locale=fr_FR&_rdc=1&_rdr)



# Felana RAJAONARIVELO

## Qui est-elle ?

Felana Carol Rajaonarivelo est artiste, photographe, réalisatrice et gender advocate<sup>13</sup>. Inspirée par le dévouement de sa mère dans une famille modeste, Felana a fondé [Fireflies](#)<sup>14</sup> en 2014, avec pour **mission de mettre en valeur les femmes malagasy et leur résilience** dans un monde souvent dominé par les hommes. Elle s'est démarquée sur la scène internationale grâce à ses œuvres captivantes, telles que son documentaire «[Debout !](#)»<sup>15</sup> sur des femmes malagasy handicapées.

## Ses combats

Felana se consacre à la mise en lumière des défis et des triomphes des femmes et des minorités à Madagascar, avec un accent particulier sur les femmes handicapées. Elle lutte pour équilibrer la représentation dans un secteur dominé par les hommes, cherchant à briser les stéréotypes et à amplifier les voix marginalisées à travers ses œuvres visuelles.

## Si Felana avait un super pouvoir

“Si j’avais un super pouvoir, j’offrirais un regard de bienveillance, changeant la perception des gens sur eux-mêmes et sur les autres, en particulier les femmes dans toute leur diversité et capacité.”

## Le 8 mars et elle

“Le jour où les femmes pourront être qui elles veulent, quand et comment elles le veulent, et qu’il n’y ait plus cette pression de la société, là je pense que cette journée n’aura plus lieu d’être et j’espère vraiment que ça arrivera un beau jour.”

## En trois mots

**RÉSILIENCE** - Pour sa détermination à promouvoir la capacité des femmes malagasy à surmonter les adversités.

**RÉVÉLATRICE** - À travers son rôle de photographe et réalisatrice, elle expose les réalités des minorités.

**BIENVEILLANCE** - Pour sa volonté de révolutionner la perception de soi des femmes, ainsi que la manière dont elles sont vues et interagissent dans la société.

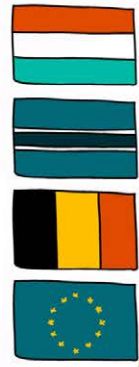
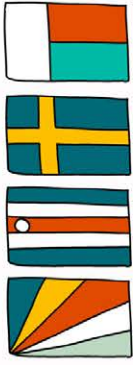
——— “ ———  
*Il faut toujours  
prouver, il faut  
montrer qu’on est là,  
qu’on donne toute  
notre force et qu’on  
est passionné·e· par ce  
qu’on fait.*

13 Militante pour l'égalité des genres

14 [https://web.facebook.com/fireflies.mg/?locale=fr\\_FR&rdc=1&rdc](https://web.facebook.com/fireflies.mg/?locale=fr_FR&rdc=1&rdc)

15 <https://youtu.be/dZhK4bF6jlc?feature=shared>

# CLIMATE JUSTICE NOW



# Marie Christina KOLO

## Qui est-elle ?

Marie Christina Kolo est une écoféministe engagée, fondatrice de l'association [Women Break the Silence](#)<sup>16</sup> qui lutte contre les violences faites aux femmes, et coordinatrice de la coalition nationale sur le Genre et le Changement Climatique à Madagascar. Elle est active dans les actions de plaidoyer tant au niveau national qu'international, **mettant en avant les liens entre les dérèglements climatiques et les violences basées sur le genre.**

## Ses combats

Elle se bat ardemment pour l'amélioration de la prise en charge des victimes de violences et la valorisation de la voix de survivant-e-s en dénonçant la culture du viol<sup>17</sup> à Madagascar. Elle lutte pour les droits des victimes, critiquant le refus de l'interruption thérapeutique de grossesse comme un exemple de violence institutionnelle.

Parallèlement, son travail souligne le fardeau disproportionné que portent les femmes dans les catastrophes environnementales, et **milite pour l'intégration de la perspective de genre dans les politiques climatiques.**

Son travail met en avant l'urgence d'une approche intersectionnelle<sup>18</sup> pour faire face aux défis climatiques tout en promouvant la justice sociale, en s'assurant que les voix des femmes ne soient pas seulement entendues, mais qu'elles façonnent activement les stratégies de réponse aux crises climatiques.

## Si Marie-Christina avait un super pouvoir

Elle mettrait en place des **formations à grande échelle** pour démanteler les stéréotypes et les violences envers les femmes et les filles à tous les niveaux de notre société, y compris chez les décideurs des secteurs public et privé.

## Le 8 mars et elle

*“Le 8 mars est une journée de célébration mais aussi de réflexion profonde sur les luttes que nous devons encore mener. C'est un jour où les femmes de Madagascar peuvent se relâcher et renforcer leur sororité, tout en évaluant les progrès nécessaires pour les droits des femmes dans leur pays.”*

## En trois mots

**ÉCOFÉMINISME** - Pour son engagement à lier les enjeux climatiques aux luttes féministes.

**INTERSECTIONNALITÉ** - Pour son approche qui intègre toutes les dimensions de l'identité dans le combat pour l'égalité.

**ACTIVISME** - Pour son travail actif au Parlement et autour de la sensibilisation des droits des femmes.

“  
*On estime aujourd'hui que les femmes ont 14 fois plus de chances de mourir suite à une inondation ou un cyclone, parce qu'on ne leur apprend pas à nager et qu'on ne leur apprend pas, tout simplement, quand elles sont enfants, à grimper aux arbres.*”

<sup>16</sup> <https://web.facebook.com/wbreakthesilence/?rdc=1&rd>

<sup>17</sup> “Ensemble de comportements qui banalisent, excusent et justifient les agressions sexuelles, ou les transforment en plaisanteries et divertissements. Le corps des femmes y est considéré comme un objet destiné à assouvir les besoins des hommes. Les commentaires sexistes abondent et ils créent un climat confortable pour les agresseurs. Dans une telle culture, la responsabilité de l'agression repose sur la victime, dont la parole est remise en cause.” Source : [ONU femmes](#)

<sup>18</sup> “L'intersectionnalité est la théorie qui étudie comment différentes catégories sociales (comme le genre, la race, la classe ou l'orientation sexuelle) s'entrecroisent et influencent les expériences vécues par les individus.” Source : Observatoire québécois des inégalités.



# Kemba RANAVELA

## Qui est-elle ?

Kemba Ranavela, est une figure emblématique du féminisme et de l'humanisme à Madagascar. Présidente et fondatrice du mouvement Nifin'Ankanga, elle est également éducatrice, chroniqueuse, et animatrice littéraire reconnue. Depuis 2017, elle dirige l'école primaire inclusive Les Colibris, promouvant la diversité et l'éducation pour tous-tes.

## Ses combats

Au sein du mouvement Nifin'Ankanga, elle milite pour les droits des femmes, notamment le droit de disposer de son corps et donc le droit à l'avortement.

Elle dénonce la double morale de la législation, soulignant que les femmes continuent de recourir à l'avortement malgré son interdiction par la loi, et lutte contre les normes sociales qui perpétuent les inégalités et justifient les violences envers les femmes.

Elle questionne les stéréotypes de genre qui dévalorisent les professions où les femmes sont majoritaires, l'enseignement primaire par exemple, lequel est pourtant essentiel dans le développement d'un pays.

## Si Kemba avait un super pouvoir

“Je crois en l'enseignement public. Si j'avais un super pouvoir, je ferais une grande réforme de l'Éducation Nationale pour que les enseignant-e-s soient très bien formé-e-s, très bien rémunéré-e-s et pour que les élèves soient très fier-e-s d'aller à l'école publique.”

## Le 8 mars et elle

“Marquer le 8 mars, c'est souligner l'importance des luttes pour les droits des femmes. Or, les droits des femmes, ce sont les droits de la moitié de l'humanité. Marquer le 8 mars, c'est donc souligner l'importance des luttes pour les droits humains.”

## En trois mots

**ÉDUCATION** - Pour son rôle et son engagement envers une école ouverte à tous et toutes, sans discrimination.

**FÉMINISME** - Pour son leadership dans la lutte pour le droit à l'avortement.

**AUTONOMISATION** - Pour son désir d'améliorer le système scolaire afin de former des citoyen-ne-s autonomes et responsables.

“  
**Mon rêve serait que mes petits-enfants soient scolarisés dans une école publique. On peut avoir des autoroutes, des téléphériques, la 5G, des hôtels cinq étoiles pour accueillir des touristes étrangers, tant que l'enseignement public sera l'école des pauvres, nous resterons le pays le plus pauvre d'entre les pauvres.**  
**Mon rêve : une super réforme dans l'Éducation Nationale.**



# Jay RALITERA

## Qui est-elle ?

Jay RALITERA est une exploratrice, conférencière et écoféministe, engagée pour la construction d'un monde plus durable et inclusif. Elle utilise son expertise pour sensibiliser au changement climatique et promouvoir l'éducation aux médias, la liberté de la presse et l'accès équitable à l'information. À travers ses projets, elle s'implique pour l'inclusivité et les publics vulnérables. Elle dirige également un club de lecture féministe et organise des ateliers d'écriture pour encourager les femmes à partager leur propre histoire.

## Ses combats

**“Je travaille pour pouvoir remettre en avant l'identité de la femme dans le débat public et permettre à toutes les femmes, peu importe les étiquettes qu'elles ont et les identités qu'elles portent, de s'exprimer et d'être entendues par la société à Madagascar.”**

En tant que femme militante pour la protection des minorités, sans discrimination, à Madagascar, Jay affronte le défi de lutter contre l'invisibilisation de cette communauté dans les discours politiques et sociaux pour assurer l'inclusivité.

Elle œuvre pour reconnaître et célébrer la diversité des identités féminines, plaidant pour un féminisme intersectionnel qui inclut toutes les femmes, indépendamment de leur orientation sexuelle<sup>19</sup> ou leur identité de genre<sup>20</sup>.

## Si Jay avait un super pouvoir

**“J'aimerais avoir la possibilité de redonner à chaque femme le pouvoir sur sa narration individuelle, puisque aujourd'hui, on nous entend encore très peu.”**

## Le 8 mars et elle

**“Cette journée permet de faire le bilan de toutes les actions que nous avons pu mener, que ce soit au niveau international ou local. Ce n'est pas uniquement la journée des femmes, c'est la journée des droits des femmes.”**

### En trois mots

**INCLUSIVITÉ** - Pour son engagement auprès des minorités et la célébration de la diversité des femmes.

**ÉCOFÉMINISME** - Pour son travail en tant qu'écoféministe luttant pour la justice climatique.

**EXPRESSION** - Pour son envie que les femmes reprennent le contrôle de leur propre narration.

————— “ —————

**...grande, petite, mince, grosse, hétérosexuelle, bisexuelle<sup>21</sup>, pansexuelle<sup>22</sup>, peut-être même asexuelle<sup>23</sup> : il y a différentes façons d'être une femme aujourd'hui.**

19 La définition de l'orientation sexuelle correspond aujourd'hui à l'une des composantes de l'identité sexuelle. Elle peut désigner le désir affectif et sexuel, l'attraction érotique pour les personnes de même sexe (homosexualité), de sexe opposé (hétérosexualité) ou indifféremment pour l'un ou l'autre sexe (bisexualité). Elle peut porter sur le comportement sexuel, affectif ou sur l'identité servant à définir subjectivement la personnalité. Source : Larousse

20 L'identité de genre est la conviction intime et personnelle de se sentir « homme », « femme », ni l'un ni l'autre ou les deux à la fois. C'est un sentiment profond et fort, qui ne se contrôle pas et qui ne se choisit pas.

Parfois, ce sentiment est en accord avec le genre donné à la naissance sur la base des organes génitaux, parfois il ne l'est pas. Source : [questionssexualite.fr](http://questionssexualite.fr)

21 Pratiques sexuelles aussi bien avec des partenaires de même sexe que de sexe différent. Source : Larousse

22 Les personnes pansexuelles (pan.) ont des attractions sexuelles et/ou sentimentales pour des individus, sans se soucier du genre de celui ou de celle-ci. Source : [sante.lejournaldesfemmes.fr](http://sante.lejournaldesfemmes.fr)

23 L'asexualité désigne une absence d'attraction sexuelle. Source : [sante.lejournaldesfemmes.fr](http://sante.lejournaldesfemmes.fr)

Le Haut Commissariat  
des Nations Unies  
aux droits de l'homme

Déclaration  
Universelle  
des droits  
de l'homme

Cour Africaine  
des droits de l'homme  
et des peuples

Charte  
internationale  
des droits  
de l'homme

ONGs  
\* Amnesty  
International  
\* Human Rights Watch



# Lova RANDRIATAVY

## Qui est-elle ?

Lova Randriatavy est professeure de droit public à la faculté de droit et de sciences politiques à l'université d'Antananarivo, où elle est également responsable de la mention « sciences politiques ». Elle représente les enseignant·e·s chercheur·euse·s des universités publiques en tant que commissaire à la Commission nationale indépendante des droits de l'homme. Lova est également une experte reconnue sur les questions de migration et de droits humains, ayant publié plusieurs travaux influents dans ces domaines.

## Ses combats

Lova s'est consacrée à l'enseignement et à la recherche en droit, jouant un rôle clé **dans la formation des futures générations de juristes à Madagascar.**

Elle est fortement engagée dans l'amélioration de l'accès à l'éducation, la promotion de l'échange interculturel et la protection des droits des femmes.

Elle est également active dans la réflexion sur le statut juridique des personnes détenues, poussant pour des réformes qui leurs garantissent une meilleure protection juridique. *“Au niveau de notre faculté, nous organisons une table ronde avec des étudiant·e·s du Master 2 en droits de l'Homme, et ce sera axé sur les droits des femmes et les droits fonciers à Madagascar.”*

## Si Lova avait un super pouvoir

Si Lova avait un super pouvoir, elle valoriserait l'enseignement. **“Il faut former la relève, recruter plus d'enseignants et d'enseignantes, mais également encourager les jeunes filles et les jeunes garçons à accéder à l'enseignement supérieur, parce que c'est un grand potentiel pour le pays.”**

## Le 8 mars et elle

*“C'est une occasion pour rappeler que beaucoup de choses ont été faites en termes de mise en œuvre des droits des femmes à Madagascar, mais beaucoup reste à faire pour la mise en œuvre de ces droits, et qu'il faut se donner les moyens pour avancer encore plus.”*

## En trois mots

**ÉDUCATION** - Pour son rôle significatif en tant que professeure et sa passion pour améliorer l'accès à l'éducation.

**DROITS** - Pour son engagement profond dans la promotion et la protection des droits des femmes.

**POTENTIEL** - Pour ce qu'elle voit dans les générations d'étudiantes à venir.

“  
*Nous avons au sein de notre faculté beaucoup plus de jeunes filles que de jeunes garçons. C'est une jeunesse renouvelée qui demande à être appuyée parce que vraiment, c'est un potentiel.*”



# Débat

Le 8 mars 2024, journée internationale des droits des femmes, a marqué un moment important pour le féminisme à Madagascar. Cinq femmes profondément engagées dans la lutte pour l'équité de genre se sont réunies pour débattre des défis et des solutions spécifiques à la condition féminine dans leur pays. Cette rencontre, organisée dans le cadre du **Programme d'appui à l'émancipation de la femme et lutte contre la violence basée sur le genre mis en place par Gopa-Pace et financé par l'Union européenne**, visait à mettre en lumière les réalités souvent invisibles des femmes malagasy et à explorer des voies d'action concrètes pour le progrès des droits des femmes et l'égalité de genre à Madagascar.

Les participantes,

**MR** Mbolatiana Raveloarimisa,

**GB** Gaëlle Borgia,

**KR** Kemba Ranavela,

**FR** Felana Rajaonarivelo et

**MCK** Marie Christina Kolo,

chacune experte dans son domaine, ont apporté des perspectives diverses mais unies par un même engagement : initier un changement pour que la société malagasy respecte et valorise les droits des femmes.

Le débat s'est concentré sur deux axes principaux : les réalités vécues par les femmes à Madagascar et ses répercussions quotidiennes, ainsi que les priorités et les actions concrètes à mettre en place en termes d'égalité des genres à Madagascar.



Ce dialogue a été l'occasion de mettre en avant non seulement les obstacles persistants (tels que les violences basées sur le genre, la vulnérabilité accrue lors de catastrophes climatiques et le manque de reconnaissance légale de droits fondamentaux comme celui à l'avortement), mais aussi de proposer des solutions innovantes et adaptées pour faire face et dépasser ces inégalités. Les idées échangées lors de ce débat sont essentielles pour comprendre et agir sur les dynamiques de genre à Madagascar, dans le but de bâtir une société plus juste et inclusive.

Après avoir posé le cadre général de cette rencontre, il est crucial de comprendre la réalité quotidienne des femmes malagasy. Nous commençons donc par nous pencher sur l'exploration des expériences vécues par les femmes, cherchant à comprendre les obstacles qui se dressent devant elles chaque jour.

# À quel quotidien les femmes malagasy sont-elles confrontées ?

Les femmes malagasy font face à **une multitude de défis quotidiens**, façonnés par une intersection complexe de **facteurs économiques, culturels et sociaux**. Ces défis sont exacerbés par des stéréotypes de genre profondément enracinés et une société patriarcale traditionnelle, qui limite leur visibilité ainsi que l'accès à l'éducation et à la prise de décision.

## LES DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS

**MR** Mbolatiana Raveloarimisa met en lumière le combat difficile pour la reconnaissance du droit à l'avortement comme un droit fondamental à Madagascar. Elle souligne le paradoxe d'une société qui, tout en marginalisant ce droit, reflète des inégalités plus profondes. Le droit à l'avortement est mal vu, pourtant certaines femmes y ont recours. Dans notre société **«le plus grave est là, le plus dur reste à faire»**.

## L'INVISIBILITÉ ET LA PAUVRETÉ

**GB** Gaëlle Borgia aborde la difficulté de rendre visibles les problématiques spécifiques aux femmes malagasy à l'international. Madagascar n'étant pas connu comme un pays qui bafoue les droits des femmes, il est difficile de convaincre les médias étrangers de s'intéresser et de traiter ces sujets cruciaux. Certains reportages sensibles, comme celui sur la menstruation, ont été mal accueillis car trop explicites.

Gaëlle souligne également le rôle de l'extrême pauvreté dans la maltraitance des femmes et la vulnérabilité spécifique des jeunes filles, souvent sacrifiées pour les besoins familiaux.

## L'ÉDUCATION

**KR** Kemba Ranavela discute de la révolution inachevée dans le domaine de l'éducation à Madagascar, où le système patriarcal est encore bien ancré malgré la présence d'une majorité de femmes. La question demeure : que fait-on lorsque les femmes ont conquis un domaine ? Pour Kemba, la clé réside dans la mixité car de 3 à 10 ans, les enfants n'ont pas de modèle masculin fort, et tout est encore possible.

## LE POIDS DU REGARD DANS LA SOCIÉTÉ

**FR** Felana Rajaonarivela décrit une situation alarmante masquée par une façade de bienveillance culturelle : les Soatoavina<sup>24</sup>. Elle critique la perception des femmes malagasy, notamment celles qui luttent contre ces violences.

## LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE ET LA VULNÉRABILITÉ

**MCK** Marie Christina Kolo met en exergue la vulnérabilité croissante des femmes face aux catastrophes naturelles exacerbées par les changements climatiques. Les cyclones et autres catastrophes naturelles aggravent la précarité et la violence envers les femmes, souvent multipliées dans les périodes de crise. **«Après ces catastrophes, la hausse des violences envers les femmes est multipliée par 4 ou 5.»**

24 Le terme soatoavina est un concept culturel malgache qui signifie «valeurs» ou «ce qui donne de la valeur». Il désigne les normes et les principes moraux qui guident le comportement au sein de la société malgache. Les soatoavina soulignent l'importance de la communauté, du respect des ancêtres et de l'harmonie sociale, entravant l'émancipation des femmes.

## Quels sont les défis au niveau institutionnel pour continuer de faire avancer les droits des femmes à Madagascar ?

Dans l'ensemble, les points de vue des intervenantes convergent vers une limite de l'efficacité des mesures gouvernementales, avec une différence entre les mesures et leur mise en application, mettant en lumière **un besoin urgent de réformes profondes et de véritables engagements** qui se traduiront par des améliorations concrètes dans la vie des femmes malagasy.

**MCK** Marie Christina fait état de certains efforts, comme la Stratégie nationale de genre et de climat (SNGC) de 2023 initiée par le MEDD (Ministère de l'Environnement et du Développement Durable), qui inclut des consultations de la société civile.

Cependant, elle critique le manque de coordination et de consultation du Ministère de la Population, ce qui suggère des lacunes dans l'approche intégrative des politiques. Sa participation à des événements internationaux, tels que la COP (Conférence des Parties), est une opportunité pour attirer des financements, mais laisse ouverte la **question de l'application concrète des stratégies sur le terrain.**

**KR** Marie Christina souligne l'écart entre la rhétorique et la réalité des actions menées par les autorités. Malgré une abondance de conférences et d'ateliers, les mesures prises **ne se traduisent pas encore par des changements significatifs** dans les villages et les communautés locales.

## Quel rôle les hommes peuvent-ils jouer dans le combat féministe ?

La vision commune est la suivante : **pour atteindre l'équité de genre à Madagascar, les hommes doivent être partie prenante du changement.** Ils ne sont pas des spectateurs mais des acteurs essentiels qui doivent évoluer avec les femmes vers une société plus juste et équilibrée.

Au sein de Nifin'Akanga, il y a autant d'hommes que de femmes. Il faut que les hommes s'engagent dans la légalisation de l'ITG. Il est essentiel que tous et toutes collaborent côte à côte pour véritablement transformer la société.

**KR** Kemba appelle à un changement de perception du genre, à **dépasser les vieux modèles statutaires où les hommes dominent.** Dans la lutte, le genre ne doit pas être un facteur de division. Il est essentiel selon elle de transcender ces vieux schémas et de travailler ensemble pour un avenir meilleur.

**FR** Felana souligne la nécessité d'un **regard bienveillant de tous, hommes inclus.** L'émancipation des femmes ne peut se faire sans leur bienveillance et leur soutien actif.

**MCK** Les hommes sont souvent plus écoutés dans la société malagasy et Marie Christina y voit une opportunité. **Les hommes féministes sont des alliés précieux** qui peuvent aider à promouvoir l'égalité des genres et à combattre les stéréotypes.

**GB** L'engagement des hommes est primordial pour Gaëlle. Ils doivent être impliqués dans toutes les discussions et solutions concernant les violences de genre. Ils sont essentiels pour changer les mentalités et pour assurer que justice soit faite de manière équitable.



## Qu'est-ce qu'être féministe à Madagascar ?

### Il n'y a pas un féminisme, mais des féminismes.

Cette richesse d'approches est enracinée dans les expériences personnelles. Chaque femme, à sa manière, contribue à redéfinir et à renforcer le concept de féminisme dans un cadre qui lui est propre.

**FR** Felana pense que l'engagement personnel est souvent motivé par des expériences familiales, et permet de rendre hommage et de continuer le combat de ceux et celles qui nous ont précédé-e-s.

**KR** Il faut **apprendre à dire «JE» avant de dire «NOUS»**, pour affirmer son identité et ses droits en tant qu'individu. Pour Kemba, ce langage n'est pas toujours aisé dans le contexte malgache où le collectif prime souvent sur l'individuel.

**MCK** Le féminisme malgasy se caractérise par **“la résilience et la force”**. Marie Christina aborde le féminisme comme une diversité de pratiques et d'identités. Les femmes à Madagascar peuvent agir de manière féministe sans nécessairement s'identifier au terme, en oeuvrant pour leur survie et celle de leurs familles.

**GB** Gaëlle partage une anecdote symbolique sur la manière dont les actions peuvent changer la perception des femmes dans la société. Elle parle des femmes rurales de l'Androy, qui expriment un féminisme pragmatique par leur désir d'indépendance et leur capacité à agir pour leur propre bien-être, loin de toute théorisation occidentale. Pour Gaëlle, **le féminisme passe par l'action et l'autonomisation**, non par la passivité ni l'attente d'une aide extérieure.

**MR** Mbolatiana aborde le féminisme sous l'angle du pouvoir et de la politique, soulignant la nécessité pour les femmes **d'oser se lever** et de demander des comptes. Elle met en avant l'importance de la résilience et du courage, incitant les femmes à s'affirmer dans la sphère publique et à exiger des changements concrets.

L'activisme peut prendre de nombreuses formes et ne requiert pas de super-pouvoir. L'engagement quotidien, qu'il soit grand ou petit, est essentiel pour instaurer une culture d'équité et de respect. **Chaque geste compte et chacun.e peut jouer un rôle crucial dans la transformation de la société.**

“

*Dans un combat, soit on trouve des raisons, soit on trouve des excuses. À chacun d’agir à son niveau en apportant “un petit plus” dans son quotidien.*

MR

“

*Dénoncer, parler et agir à son niveau, à toutes les échelles : réseaux sociaux, cercle familial, amical. Ne pas être fataliste et mettre en lumière les actions déjà entreprises.*

MCK

“

*Vivre en faisant ce que l’on croit juste. Pratiquer la désobéissance civile si nécessaire et surtout apprendre à dire NON pour prendre conscience de ses droits.*

KR

“

*Agir à son niveau, dénoncer quand c’est possible et aider les autres à faire de même. Reconnaître la vulnérabilité derrière les apparences de force et faire confiance à celles et ceux en première ligne de la dénonciation.*

GB



# Quelles sont les actions urgentes à mettre en place pour faire avancer l'équité des genres à Madagascar?

Plusieurs solutions et actions urgentes pour faire progresser l'équité de genre à Madagascar doivent être mises en place, mais cela passe par des réformes structurelles audacieuses et surtout un changement profond des mentalités.

## L'ÉDUCATION

**KR** Kemba préconise **l'introduction de l'éducation sexuelle dès l'école primaire** plutôt qu'au collège, puisque beaucoup de filles arrêtent l'école avant l'entrée en sixième. Kemba plaide également pour une **approche éducative mixte et non violente**, essentielle pour briser les cycles de violence et instaurer une culture de respect et d'égalité dès le plus jeune âge.

## LE CADRE LÉGAL

**MR** Il est nécessaire de **moderniser les lois**, notamment par la **mise en place d'une loi sur l'interruption thérapeutique de la grossesse** et l'abandon des vestiges légaux obsolètes basées sur le Code Napoléonien de 1817. Mbolatiana souligne les difficultés liées à la prudence de la langue malagasy qui entrave une discussion ouverte sur des sujets sensibles comme le viol et l'inceste.

## UN SOUTIEN FINANCIER

Il est essentiel que l'État et les bailleurs de fonds s'engagent fortement pour **soutenir les victimes**, à la fois pour offrir des soutiens économiques, mais également **une protection physique et un accompagnement psychologique**.

**GB** Gaëlle met l'accent sur le manque de structures et d'accompagnement pour les victimes de violences, notamment des enfants.



## LES FORMATIONS

**MCK** Marie Christina propose la **formation des politiques et des acteur-ice-s institutionnel-le-s pour une meilleure compréhension des enjeux autour du genre**. Elle pointe du doigt le manque d'information de certains responsables politiques qui débattent de projets de loi sans une compréhension adéquate des termes et des implications des politiques de genre.

## DES CHANGEMENTS PROFONDS

**FR** Felana insiste sur la nécessité de continuer à mettre en lumière les problèmes, malgré les difficultés. Elle **valorise l'impact des dénonciations** qui, même si elles ne mènent pas toujours à des changements immédiats, **provoquent des discussions et peuvent, à terme, sauver des vies**. Felana appelle à une approche transversale et collaborative pour sortir du mode réactionnel et instaurer des changements durables.

Ces solutions tracent un chemin vers une société plus juste, où les droits et la sécurité des femmes seront prioritaires. Elles appellent à une refonte des pratiques éducatives, législatives et politiques pour créer un environnement où l'équité de genre peut véritablement progresser.

## Quels sont vos souhaits pour les prochains mois ?

“

Développer et mettre en œuvre la feuille de route féministe de Nifin’Akanga, incluant l’adoption et l’application effective de la loi sur l’ITG, pour promouvoir les droits des femmes à tous les niveaux de la société.

KR

“

Je souhaite que chaque femme puisse s’exprimer librement sans craindre pour sa vie. Que nous puissions tous agir progressivement pour repousser les limites de ce qui est possible, et que nos enfants vivent dans un monde où les droits des femmes ne nécessitent plus une journée spécifique de lutte.

FR

“

Mon vœu est de finaliser et mettre en œuvre diverses feuilles de route féministes, en travaillant en coalition avec divers acteurs sur des thèmes tels que la violence basée sur le genre, la santé, les droits sexuels et reproductifs et la justice climatique. L’optimisme est essentiel pour le militantisme et j’espère que nous pourrons tous avancer ensemble.

MCK

“

J’organise un camp de bien-être à Morondava pour enseigner aux femmes activistes comment prendre soin d’elles-mêmes, car elles prennent soin de tant d’autres. Il est crucial que la société soutienne celles qui œuvrent pour le bien commun. Nous devons également préparer les futures générations à prendre le relais dans nos luttes féministes.

MR

“

Je souhaite répondre aux besoins du centre qui accueille 125 enfants, dont 25 victimes de viols, en assurant le financement nécessaire et en soutenant leur gestion quotidienne. Et pourquoi ne pas envisager la création d’un dictionnaire du féminisme pour éduquer et inspirer sur la résilience, le pouvoir, la politique et la force ?

GB



# Remerciements

Nous adressons nos plus sincères remerciements aux sept femmes exceptionnelles présentées dans ce livre, qui ont partagé non seulement leurs histoires mais aussi leurs espoirs et leurs combats pour l'équité de genre à Madagascar. Chacune d'entre elles incarne la force, la résilience et l'engagement qui nous inspirent et nous mobilisent vers un avenir plus juste et équitable.

Merci également à la Dr Ketakandriana Rafitoson, Directrice exécutive de Publish What You Pay (PWYP), Membre de Transparency International – Initiative Madagascar, Vice-présidente mondiale du mouvement Transparency International et Correspondante de l'Académie Malgache, Section des Sciences Morales et Politiques, pour avoir prêté son temps et ses mots pour l'introduction de ce livre.

Merci infiniment à nos lectrices et lecteurs pour leur intérêt et leur engagement envers l'équité de genre à Madagascar. Votre soutien nous inspire à poursuivre notre mission de sensibilisation et de changement. Nous espérons que les histoires et les idées partagées ici résonneront profondément, susciteront des dialogues constructifs et encourageront des actions concrètes pour un avenir plus juste.

# Podcast

## 7 femmes engagées à Madagascar

Felana  
RAJAONARIVELO



Gaëlle  
BORGIA



Jay  
RALITERA



Kemba  
RANAVELA



Lova  
RANDRIATAVY



Marie Christina  
KOLO



Mbolatiana  
RAVELONARIMISA





Financé par  
l'Union européenne